

PAS DE PRISON FERME NI AVEC SURSIS POUR LES ÉTUDIANTS DE NANTERRE MOBILISÉS ! MOBILISATION GÉNÉRALE POUR LEUR RELAXE ! ALLER À UNE AG À LA FAC CONTRE PARCOURSUP N'EST PAS UN DÉLIT !

Aujourd'hui, mercredi 17 octobre, était rendu le verdict dans le procès de trois étudiants, militants à l'université de Nanterre et il est tout simplement scandaleux ! L'un des étudiants, Stan, est relaxé. Mais les deux autres sont condamnés, dont l'un, Victor, élu à la CFVU de l'université, à quatre mois de prison avec sursis, et l'autre, Roga, à six mois de prison ferme ! Ce verdict ne peut que susciter l'indignation. En effet, ces étudiants n'avaient rien fait d'autre que de se réunir en assemblée générale lors de la mobilisation du printemps dernier contre Parcoursup, une AG alors dispersée de manière particulièrement violente par la police.

En effet, l'an dernier, la loi ORE, via Parcoursup, a instauré la sélection qui a pour conséquence la non affectation de milliers de bacheliers et bachelières, comme s'ils n'avaient pas leur place dans l'enseignement supérieur.

Les facs ont connu au printemps 2018 un large et grand mouvement contre la loi ORE. Plus de la moitié ont été touchées et ont connu des assemblées générales de masse, avec des milliers de jeunes dans la rue. Ce mouvement a été marqué par une forte répression, tant chez les salarié.e.s que chez les lycéen.e.s et étudiant.e.s.

Après le scandale de Montpellier, où le doyen de la faculté de droit avait chargé une milice d'extrême droite de s'en prendre aux étudiant.e.s mobilisé.e.s, les présidences d'universités ont successivement fermé les sites touchés par les blocages et les occupations, prétextant des raisons de sécurité afin d'affaiblir la mobilisation. La contestation se généralisant, la réponse n'a plus été la fermeture, mais les interventions policières. Ainsi les campus de Nantes, Bordeaux, Paris, Lille, Caen, Dijon, Grenoble, Strasbourg ont connu de brutales interventions. Pis, les CRS ont frappé les étudiant.e.s et les cheminot.e.s rassemblés sur le campus de Lille 2.

C'est dans ce contexte que, le 9 avril, la police est intervenue à Nanterre pour déloger les étudiant.e.s réunis en assemblée générale malgré la fermeture

administrative. Ces derniers, longuement séquestrés ont été frappés, traînés, plaqués et molestés malgré leur total pacifisme. Du gaz lacrymogène a été utilisé dans la salle. Le résultat de cette opération a été plusieurs blessés, dont un grièvement.

L'irruption des CRS dans un amphithéâtre d'université reste un fait grave.

À cela s'ajoute l'arrestation de sept étudiants, dont six ont été placés en garde à vue alors qu'ils n'opposaient aucune résistance. Ils ont passé la nuit et la journée suivante au poste avant d'être libérés.

Trois d'entre eux ont donc ensuite été poursuivis, dont deux condamnés aujourd'hui à des peines de prison ferme ou avec du sursis ! Tout cela pour avoir participé à une AG à la fac contre Parcoursup ! Rien ne justifie depuis le départ cette procédure par ailleurs entachée de nombreuses irrégularités, comme a pu largement le faire valoir la défense.

Bien évidemment, les deux étudiants de Nanterre font appel de leur condamnation car ils sont déterminés à obtenir leur relaxe, et ils ont raison ! Cet appel est suspensif.

Nous exigeons plus que jamais la relaxe pour Victor et Roga. Nous refusons de voir leur avenir remis en cause par cette décision de justice. Par cette condamnation, c'est évidemment un message qui est envoyé à la jeunesse comme à l'ensemble du mouvement social : on devrait désormais non seulement craindre la répression quand on manifeste mais aussi quand nous nous réunissons simplement pour discuter ensemble et construire une mobilisation face à la politique gouvernement ? Nous n'accepterons jamais une telle situation. Il y a maintenant urgence à lancer une campagne la plus large et unitaire possible pour obtenir leur relaxe en appel.

C'est pourquoi nous appelons à une réunion unitaire nationale ce mercredi 24 octobre (salle en cours de réservation).

